

Expulsions forcées au Guatemala – Un conflit passé sous silence



PBI lors d'une visite à la communauté Q'eqchi' Lajeb Kej en avril 2024. PBI Suisse

Au Guatemala, les expulsions forcées continuent d'affecter les communautés autochtones et paysannes, notamment dans les départements d'Alta et Baja Verapaz. En 2024, la [Unión Verapacense de Organizaciones Campesinas \(UVOC\)](#) et le [Comité Campesino del Altiplano \(CCDA\)](#) ont recensé 68 ordres d'expulsion dans cette seule région. Ces violences s'inscrivent dans une longue histoire de dépossession des terres autochtones, accentuée par l'expansion des monocultures et des projets extractifs.

Un accès à la terre profondément inégalitaire

La répartition inégale des terres est un problème structurel majeur et l'une des principales causes du conflit armé interne ayant duré de 1960 à 1996 au Guatemala. Seulement 2 % des agriculteur-rices détiennent 65 % des terres agricoles les plus fertiles et, malgré les Accords de paix de 1996, la situation a empiré. La multiplication des monocultures (banane, sucre, huile de palme, café) et des projets miniers et hydroélectriques a augmenté l'accaparement des terres des communautés paysannes et autochtones pour laisser place à ses projets.

Des expulsions violentes et illégitimes

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a dénoncé des expulsions menées sans consultation ni notification préalable, souvent accompagnées de violences de la part de la police et de l'armée. Les populations sont criminalisées, accusées d'« usurpation » ou de liens avec le narcotrafic pour légitimer leur expulsion. Cela entraîne la destruction des logements, des provisions, parfois la perte du bétail. Enfin, les personnes expulsées se retrouvent sans solution de relogement ou accès à la justice.

L'engagement de PBI aux côtés des communautés

Face à ces violences, Peace Brigades International (PBI) accompagne les communautés paysannes et autochtones dans leur lutte pour leurs droits territoriaux. PBI documente les abus et alerte les instances internationales, comme l'ONU, sur les menaces pesant sur les défenseurs·euses de ces communautés. Le cas de la communauté q'eqchi' Lajeb Kej illustre cette crise : ses membres, sans titres de propriété officiels mais cultivant la terre depuis des générations, subissent des attaques armées et des menaces constantes. En janvier 2025, malgré des recours légaux et des mesures de protection internationales, les familles ont été expulsées par la force. PBI est resté en contact avec la communauté et a plaidé auprès des autorités pour garantir sa sécurité.

Une lutte invisibilisée par les médias et la communauté internationale

Malgré les alertes des organisations locales et internationales, l'État guatémaltèque reste passif face à ces violations. L'ONU a recommandé de protéger les communautés autochtones et de mettre fin aux expulsions forcées, mais ces appels restent largement ignorés. Tant que le système foncier favorisera l'accaparement des terres, la violence contre les peuples autochtones se poursuivra. Ce combat dépasse la justice sociale : il s'agit de reconnaissance historique et de restitution des terres spoliées. Les communautés continuent néanmoins de résister, affirmant leur droit à la terre et à l'autodétermination.

[Peace Brigades International \(PBI\)](#)

Simon Laufer

Assistant en communication et recherche de fonds

Links

- [Peace Brigades International Schweiz \(PBI\)](#)